

Encore une destitution. Le colonel Masson, le nouveau chef d'état-major du département de la guerre, a été arrêté.

Les populations des 9^e, 11^e et 13^e arrondissements ont été mises en émoi dès samedi matin par les mesures qu'on cru devoir prendre les municipalités de ces divers arrondissements, pour rechercher les réfractaires.

Un cordon de sentinelles barrait toutes les rues aboutissant à ces quartiers. Il fallait produire ou une quittance de loyer, ou un bulletin de garde national prouvant que vous n'appartenez pas à l'arrondissement, pour pouvoir franchir les lignes. Les omnibus étaient arrêtés, les voyageurs obligés de descendre et de prouver leur identité.

Les hommes qui ont plus de 40 ans seront incorporés dans la garde nationale sédentaire, et ceux n'ayant pas cet âge dans les compagnies de marche, et cela immédiatement.

Il paraît que les autres arrondissements vont être assujettis à une semblable mesure.

LA JOURNÉE DU 15 MAI

Le résultat immédiat de la prise du fort de Vanves a été de faire évacuer par l'ennemi toute la partie comprise entre le fort et le rempart.

Déjà l'espace découvert, plaine ou jardin maraîcher, qui s'étend du village d'Issy à la rive de la Seine a été balayé par les batteries de l'île de Saint-Germain, celles-là même qui, construites en une nuit, ont coulé deux des batteries flottantes ombossées en avant du viaduc d'Auteuil.

C'est bien décidément par le souterrain qui communique de Vanves à Montrouge que la garnison du fort de Vanves a exécuté son évacuation. Le fort n'était pas complètement libre, quand on y est entré; nous y avons fait une soixantaine de prisonniers.

Une tentative avait été faite pour déterminer une explosion, mais les à-outances n'ont pas poussé jusqu'au bout un projet qui demandait une résolution sans bornes, et dont les résultats, d'ailleurs, ne sont pas toujours au détriment de ceux qu'ils menacent.

On a trouvé soixante canons dans le fort, la plupart des pièces étaient absolument hors d'état de servir, endommagées par nos batteries, séparées de leurs affûts, ébouillonnées ou privées de leurs obturateurs.

Le fort est dans un état impossible à décrire, encore que l'attaque ait été peut-être moins poussée à fond que sur le fort d'Issy.

Dans les casernes de la poterne, effondrées par les projectiles et qui étaient bondées de tonneaux de liquide, l'eau-de-vie et le vin étaient répandus sur le sol, au milieu des débris, des plâtras et des poutres brisées. Les cadavres étaient restés là où ils étaient tombés; les blessés, retirés dans les casernes éventrées, étaient restés là sans soins d'aucune nature, la plupart, râlant sur le sol, dans un état d'abandon navrant.

Un soldat de ligne, fait prisonnier par les insurgés, a été trouvé dans le fort attaché par les pieds, lardé de coups de baïonnette et ayant expié dans un long martyre, l'honneur d'être resté fidèle à son drapeau.

La veille, un capitaine du génie, qui s'était avancé à quelques mètres de la tête de sape, ayant été pris par les insurgés, avait été fusillé séance tenante.

Nous sommes, à l'heure où nous écrivons, à cent cinquante mètres de l'enceinte. Jusqu'à présent, les remparts en face de nos batteries de Montrouge n'avaient que fort peu répondu, les dispositions nouvelles prises par l'ennemi lui ont permis, depuis hier matin, de lancer quelques obus. Les artilleurs de Montrouge comptent à peu près de seize à dix-huit pièces; elles semblent disposées à droite du bastion 67, en échelons.

A Neuilly, les choses sont toujours dans le même état: nous occupons jusqu'à la rue Peyronnet, et les insurgés s'y maintiennent, fusillant nos avant-postes, inquiétant nos positions jour et nuit.

Levallois-Perret est très occupé; le tir y est très actif, sans grand résultat; cependant, les locomotives blindées font quelques ravages sur Asnières et Colombes. A Montmartre, sur la butte, une batterie de grosses pièces a été inaugurée avant-hier et tire sur Gennevilliers.

Quinze bataillons, un peu clairsemés, se sont massés à Passy, parce que le citoyen Descluse assure que c'est là que sera tenté l'assaut. Mais comme la brèche sera commencée, demain soir, sur un tout autre point; il devra concentrer aussi ses forces sur un autre secteur du rempart.

LA COLONNE VENDÔME

RÉCIT D'UN TÉMOIN OCULAIRE

Paris, lundi, midi.

Ce matin, dit le correspondant du *Daily Telegraph*, le ciel était lourd et sombre, et il régnait un vent froid et perçant. De bonne heure, des groupes étaient rassemblés au coin des rues de la Paix et de Rivoli, et partout où l'on pouvait apercevoir la colonne Vendôme, car sa chute avait été annoncée pour aujourd'hui.

La Commune avait délivré un millier de billets donnant l'autorisation de circuler autour de la place. Les billets étaient rouges avec des caractères blancs; en tête se trouvait le bonnet phrygien, avec ces mots: « Commune de Paris, Comité de salut public » et le triangle franc-maçonnique et la bannière sur laquelle était inscrit: « République universelle. »

Tous les magasins du voisinage étaient fermés. Un cordon de gardes nationaux maintenait la foule. Des vivandières et d'autres femmes chargées de paniers débattaient à profusion du café, de l'eau-de-vie, etc.

A de petites tables protégées contre le vent par des battants de portes, des violets, etc., enlevés aux maisons voisines, buvaient des communalistes. Passant à côté de la barricade, j'étais dans la place. Je vis une espèce de câble attaché au sommet de la colonne et descendant verticalement jusqu'à un cabestan placé près du magasin du pharmacien anglais, au coin de la rue de la Paix. De chaque côté de la colonne, on avait placé de solides madriers.

Abadie, l'ingénieur chargé par la Commune d'abattre la colonne, dit qu'il a la conviction intime qu'elle tombera dans la direction de la rue de la Paix. Il offre de se placer à deux pieds de l'endroit où il suppose que l'extrémité atteindra. Naturellement personne ne s'est présenté pour lui tenir compagnie.

La Commune voulait démolir la colonne pièce à pièce, mais Abadie s'y est refusé avec indignation: il a déclaré qu'elle devait tomber en une masse terrible et écorçante, pour symboliser la chute de la gloire militaire en France et dans tout l'univers, ainsi que l'extinction de l'Empire français.

Sous le sol de la place, il y a d'importants égouts et des tuyaux pour la distribution des eaux. Tout le monde, à l'exception d'Abadie, a prédit que la chute de la colonne amènerait une catastrophe.

La plupart des maisons autour de la place sont vieilles, et on craint qu'elles ne tombent en ruines par la force du choc. Mais Abadie, qui est le type du destructeur enthousiaste, insiste seul pour la chute en masse, et, en dépit de toutes les craintes, il soutient que le choc sera insignifiant.

La colonne doit tomber sur un lit de fumier et de fascines. D'innombrables charrettes appartenant aux trains militaires apportent sur la place des quantités considérables de fumier. Soixante hommes travaillent nuit et jour à saisir la maçonnerie. On a d'abord ôté les plaques de bronze au-dessus du piédestal, puis les ouvriers ont scié les pierres de la façon dont les bûcherons scient les arbres.

Il a été très-difficile de garder les hommes à la besogne, non par crainte du danger, mais à cause de la paresse que huit mois d'inactivité ont engendrée. Ils ont dû être stimulés par du vin et de l'argent.

La Commune a l'intention de découper le

bronze par morceaux et de les vendre à cinquante centimes.

7 heures.

Des citoyens ont offert quinze cent mille francs à la Commune, pour qu'elle épargne la colonne; l'ingénieur qui a été chargé de sa démolition, a reçu des lettres qui le menacent des représailles les plus sévères s'il met son projet à exécution.

Le temps est resté nuageux toute la journée; à de rares intervalles un pâle rayon de soleil perceait les rues et venait éclairer la place Vendôme, où les ouvriers n'ont pas cessé de travailler. Le lit de fumier a atteint une épaisseur de vingt pieds sur une largeur de huit. De petits groupes de curieux étaient dispersés sur la place; des femmes discutaient l'événement, mais sans divergence d'opinion, chacune était généralement convaincue que la chute de la colonne sera un grand pas vers la civilisation et la fraternité universelle.

Les photographes sont à l'œuvre pour prendre une dernière vue de la colonne. Des officiers de la garde nationale montent et descendent les échelles qui conduisent à l'échafaudage où les ouvriers sont occupés à leur travail. Ceux-ci sont cachés par une cage en toile grise et un rideau vert.

Le bruit de la canonnade grande constamment dans le lointain. La rue de la Paix est remplie de curieux qui regardent la colonne. On dit qu'un détachement de chaque bataillon de la garde nationale assistera à la chute de la colonne.

A quatre heures et demie, plusieurs marins arrivent sur la scène. Toutes les tables sont occupées, et tout le monde paraît s'amuser. L'inévitable garibaldien, avec sa chemise rouge, se trouve naturellement dans la foule. Le partisan du sauveur de l'Italie caracole sur un cheval blanc, au risque d'écraser les spectateurs.

A cinq heures, Abadie monte sur la plate-forme. En ce moment, des ordonnances à cheval traversent la place au grand galop. On croit qu'ils sont porteurs de nouvelles de la plus haute importance.

Quelques minutes après, l'ingénieur et les ouvriers descendent de l'échelle; d'autres montent au sommet de la colonne pour ajuster les câbles. Vers cinq heures et demie, le soleil traverse les nuages, et l'ombre de la colonne se projette une dernière fois sur les murs des maisons.

Je vois un artiste occupé à esquisser la scène. Il est entouré par une foule curieuse. Derrière lui se trouvent deux photographes, un homme et une femme.

A six heures, un homme paraît au sommet de la colonne et ajuste les nœuds des câbles. Un frémissement court dans la foule; elle croit que le moment fatal est arrivé. Un membre du Comité de salut public ceint de son écharpe rouge arrive sur la place et s'adresse à Abadie; la chute de la colonne n'aura pas lieu aujourd'hui. Les préparatifs ne peuvent être terminés avant huit heures, et il est convenu de remettre la cérémonie à demain, à deux heures de l'après-midi. Cette nouvelle circule bientôt de bouche en bouche.

Un Garibaldien attache un drapeau tricolore à une des jambes de la statue de l'Empereur, au milieu des applaudissements de la foule. A 6 h. 45 m., ce drapeau se détache et tombe sur la place Vendôme. Tout est prêt maintenant; la foule remplit toujours la rue de la Paix.

On écrit de Paris à l'*Etoile belge*:

« Après avoir pastiché la première révolution en ce qu'elle eut de plus mauvais, la Commune singe l'empire dans ce qu'il a eu de plus grotesque. Se débattant dans les convulsions de l'agonie, elle veut ramener vers elle ceux qui l'abandonnent, parce qu'elle est impuissante et libératrice, en ayant recours à ce grand truc de complot dont les policiers de Napoléon III avaient tellement abusé qu'il devait en être usé.

« Nous aurons le complot contre la sûreté de la Commune, tout comme nous ayons eu le complot la sûreté de l'Empire. La trahison, la corruption, l'ensemencement de pleines mains, les consciences achetées, les fils de la trame ténébreuse; rien n'y manque. C'est un complot avec tous ses accessoires.

« En attendant, voici en quoi il se résume. Trois gendarmes versaillais se seraient présentés à l'état-major général

de la garde nationale, place Vendôme, auraient déclaré qu'ils en avaient assez de se battre contre les Parisiens, étaient républicains et voulaient se battre contre les Versaillais dans les rangs des fédérés.

« Il paraîtrait que l'officier auquel ils se sont présentés s'est immédiatement aperçu avoir en face de lui des conspirateurs, et au lieu d'aggraver leur proposition, il donna ordre de les arrêter. Aussitôt, les trois gendarmes mirent leurs bottes à leur cou et prirent la fuite. L'un d'eux fut tué d'un coup de baïonnette, le deuxième parvint à s'enfuir, et le troisième avoua qu'ils étaient venus pour assassiner le général Dombrowski.

« En même temps que se passaient ces faits, une visite domiciliaire était opérée au domicile du citoyen Gérardin, ce membre de la Commune qui a pris la clef des champs en compagnie du citoyen Rossel, le deuxième ex-député de la guerre. Au lieu d'y rencontrer celui qu'il cherchait, le commissaire de la Commune trouva un ancien agent de la police impériale qui tira un coup de revolver sur le commissaire. Celui-ci heureusement ne fut pas atteint.

« Puis le soir, c'est alors qu'on découvre tous les fils de cet horrible et ténébreux complot, quatre cents gardes nationaux, sans numéro de bataillon, — voyez ce qu'il y a de sanguinaire dans cette absence de numéro, — se sont réunis au Luxembourg, sous les ordres d'un personnage qu'on ne nomme pas, mais qu'on dit être un agent impérial.

« Voilà le complot dans toute son horreur! Ce qu'il y a de particulièrement étrange; ce qui donne surtout à ce complot un caractère affreux, c'est la connexité qui existe entre les trois faits sur lesquels il repose, qu'on colporte dans le public, qui seront racontés demain dans les journaux de la Commune avec cette vérocité, ce style simple qu'ils mettent dans tous leurs récits. »

L'INVASION DE LA BANQUE DE FRANCE.

Voici ce que dit la *Vérité* au sujet de l'invasion de la Banque:

Dans la journée de vendredi, le quartier de la Banque était en émoi. Des gardes fédérés en armes, officiers en tête, avaient envahi la cour de l'hôtel de la Banque, et en occupaient en même temps toutes les portes.

Ils venaient, prétendait-on, pour faire une perquisition d'armes. On disait plus généralement qu'ils venaient réclamer 2 millions de la commune pour les dépenses de la défense de Paris. L'émotion des employés était grande, comme on doit penser; toutes les caisses furent fermées, les paiements suspendus. C'est la première fois que la Banque s'est vue dans cette triste nécessité, depuis l'insurrection du 18 mars.

M. Marsaud, le secrétaire général, s'était hâté de prévenir le délégué de la Commune, M. Beslay, après avoir expliqué aux gardes fédérés que les armes déposées à la Banque étaient celles des employés, qui forment à eux seuls presque un bataillon, ne pouvant obtenir le départ volontaire de ceux qu'il interpellait, se rendit à la Commune, d'où il rapporta bientôt un ordre d'évacuation.

Mais comme l'obéissance n'est pas une vertu militaire parmi les gardes de la Commune, ceux qu'il fallait renvoyer chez eux se le firent dire deux fois, et ils ne se retirèrent qu'avec les plus grandes peines.

Toujours est-il que cette invasion armée a fait beaucoup réfléchir le conseil de la Banque et que des mesures vont être prises pour mettre le premier établissement de notre pays à l'abri de toute tentative qui pourrait devenir plus sérieuse. Ce cas a été prévu depuis longtemps, et on a tous les moyens d'y parer.

A la suite de ces faits, le citoyen délégué de la Commune, Beslay, qui a encore un peu de pudeur, a donné sa démission.

LES CHEMINS DE FER DE L'EST.

Disons tout de suite que le règlement des intérêts de la Compagnie des chemins de fer de l'Est est terminé, sous forme d'une con-

vention additionnelle au traité d'annuité de paix signé le 10 mai.

Les territoires cédés sont situés par moins de 800 kilomètres de voies ferrées, dont 700 sont achevés et en plus rapportent M. de Bismark, pour se mettre plus à l'aise dans ses résistances, a trouvé bon de ne pas même admettre que les chemins de fer de l'Est appartenissent à des particuliers, porteurs d'actions, qui sont les véritables titulaires d'une propriété privée; néanmoins, il consentait une indemnité de 150 millions.

M. Prouyer-Quertier a décliné toute discussion, «i, pour point de départ, le chiffre de 200 millions n'était pas substitué par M. de Bismark lui-même à son premier chiffre énoncé plus haut.

En cela, notre plénipotentiaire était soutenu par les ingénieurs de Berlin, que le grand chancelier avait fait appeler.

Mais c'est dans l'addition qui a suivi que M. Prouyer-Quertier a triomphé, ajoutant les uns aux autres des chiffres si bien expliqués que de 200 on est arrivé à 325 millions.

A cela, il a été admis en principe que, dans les valeurs des pièces de rechange, il serait fait une ventilation de ce qui s'appliquait aux 700 kilomètres exploités dans les 800 kilomètres cédés.

Enfin, il a été convenu que les concessionnaires achèveraient ces 400 kilomètres entièrement à leurs frais, sans la moindre participation des capitaux de la compagnie de l'Est, comme aussi sans répétition contre elle pour les réparations nécessitées par la guerre, les gares et bâtiments incendiés, etc.

Tout n'était pas encore fini; M. de Bismark voulait, pour le paiement à faire à la Compagnie, que le thaler fut compté pour 3 fr. 75 c., alors que, l'on s'en souvient, dans les comtes d'entretien des troupes, il a été compté, à notre charge, au change de 3 fr. 70.

Il s'agissait, si M. Prouyer-Quertier avait cédé, de douze millions à perdre par les actionnaires sur la somme fixée; mais le négociateur français a résisté, et le thaler ne sera compté que pour 3 fr. 70.

C'est donc au total, en évaluant modérément le matériel roulant qui suivra comme accessoire le sort du principal, une somme de 385 millions environ qui indemnifiera la Compagnie de l'Est des droits et des propriétés qui lui échappent par la guerre. — (Gaulois.)

ALGÉRIE

La mort de Mokrani, le chef de l'insurrection algérienne, a découragé un grand nombre de rebelles qui ont fait leur soumission aux autorités. L'ordre commence peu à peu à se rétablir, et la route d'Alger à Aumale est redevenue libre.

Un arrêté du gouverneur de l'Algérie institue une commission consultative pour régler l'indemnité due aux colons victimes de l'insurrection. Une compagnie anglaise s'est engagée à établir un câble sous-marin direct de Marseille à Alger pour le 20 juin prochain.

Le *Figaro* a publié à Versailles un numéro-spécimen annonçant la prochaine reprise de sa publication. Nous extrayons l'article suivant que M. Villemezan adresse à ses lecteurs.

Le 19 mars dernier, cent cinquante à deux cents bandits, coiffés de képis sans numéro, envahissent les bureaux du *Figaro*. Ces gentlemen à moitié ivres — car il n'était encore que midi — remplissent la cour et la rue. Ils manifestent le regret — que nous ne partageons pas, de ne trouver présent aucun rédacteur. Mon absence surtout les contrariait vivement. Ils laissent sur un poste pour garder la porte désormais close, et allèrent à notre imprimerie faire une opération analogue.

J'emmenai avec moi à Bruxelles plusieurs de mes rédacteurs. J'en laissai un certain nombre à Versailles, avec mission de m'envoyer des correspondances. Je voulais donc faire paraître le *Figaro* en Belgique, mais mon associé, M. Dumont, ne fut pas de mon avis. Il ne croyait qu'à une insurrection de quelques jours, et, lorsque le vote des amis de ces messieurs le fut appelé à siéger à l'Hôtel-de-Ville, il crut le moment venu de faire reparaitre le *Figaro* et en improvisa un numéro qui, j'en suis fort aise, fut immédiatement saisi.

menter ou de trembler de tous mes membres... quand je saurais pourquoi — Pourquoi! pourquoi! répéta le vieillard avec impatience; ignorez vous donc les événements de la nuit? — Ah! vous voulez parler de ce pauvre homme qui, poussé au désespoir, a brûlé son cottage avec tout ce qui était dedans? Allons donc! mon père, ce misérable événement pourrait-il vous affecter? La perte de l'animal sans nom et des pauvres oisons qui ont été victimes de l'incendie ne saurait diminuer sensiblement vos revenus de cette année! — A merveille! mis Avondale, il ne s'agit, je le vois, que de prendre le bon côté des choses! Eh bien! et ce courrier du lieutenant qui a été dévalisé, et votre parent, sir Georges, encore malade des blessures qu'il a reçues, n'y a-t-il pas là de quoi vous rendre un peu sérieuse?

(La suite à un prochain numéro.)

DENTS DEPUIS 5 FRANCS

Verbrugge, dentiste.

Rue de l'Hospice, 10, Roubaix. Nouveaux dentiers sans ressorts, mastication et prononciation garanties en 8 jours TOUS LES JOURS

Consultations gratuites de midi à deux heures, VERBRUGGE se rend à domicile et échange les pièces mal faites.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX.

DU 18 MAI 1871.

— 37 —

LE

DERNIER IRLANDAIS

PAR

ELIE BERTHE.

IX

LE JUGE DE PAIX

(SUITE)

Sir Georges ne poussait pas un cri, ne semblait même pas songer à se défendre. John voulait courir au secours de son maître; mais, dans sa précipitation, il se heurta à une souche d'arbre, fit un faux pas et roula au fond d'un ravin, où il demeura un instant étourdi. Avant qu'il eût eu le temps de se relever, il entendit un grand bruit, comme si un corps lourd tombait dans l'eau. Ne doutant pas que sir Georges n'eût été jeté à l'eau par les malfaiteurs, le pauvre John redoubla d'efforts pour se remettre sur pied. Mais quand il y fut parvenu, il

vit son maître venir à lui en longeant la rive, tandis que d'autres personnes s'agitaient à l'endroit où avait eu lieu la lutte. Sir Georges marchait avec peine; son visage était couvert de sang. John, sans s'inquiéter des autres, s'approcha de son honneur et s'offrit à le soutenir, tout en demandant avec timidité la cause de l'accident. Mais sir Georges refusa de répondre et lui commanda de garder un silence absolu sur ces événements.

Lord Avondale, pendant cette dernière partie du récit, était tellement suffoqué d'indignation, qu'il n'avait pas eu la force de l'interrompre. Tout à coup il s'échappa, à demi vêtu, des mains de Clarence et se mit à parcourir la chambre à grands pas, comme s'il eût été pris d'une démence subite.

— Plus de doute! disait-il d'une voix entrecoupée, c'était un guet-apens, un véritable guet-apens!... cette petite affrontée aura exigé une réparation incompatible avec la dignité de mon parent, et, ne pouvant rien obtenir de lui, elle aura voulu le faire assassiner par des hommes apostés. Oh! cette fois la justice aura son cours! J'ai trop ménagé cette famille de gueux insolents; je les écraserai sous mon pied comme des insectes immondes!

Il s'arrêta et demanda d'un ton plus calme:

— Votre ami John, monsieur Clarence, a-t-il reconnu les hommes qui ont maltraité sir Georges? — Décidément, ils ne sont pas du pays, milord, et John

assure ne les avoir jamais vus avant la journée d'hier. Mais celui qui a commis le crime est un grand gaillard, assez proprement vêtu, affectant des airs de gentleman. Il serait facile... — Il suffit, Clarence; le plus important n'est pas d'atteindre l'instrument du crime, mais la personne qui en a conçu la pensée.

Elle croit peut-être que je n'oserais pas en venir aux dernières extrémités; mais je frapperai un coup qui retentira dans tout cet odieux pays! — John; et toi, Clarence, reprit-il après une pause, vous êtes de bons serviteurs; partagez-vous ceci (et il jetait au domestique une banknote de dix livres). Vous répondrez quand on vous interrogera judiciairement; jusque-là, songez qu'au moindre écart de langue... Allons, ajouta le vieillard, achève de t'habiller et hâte-toi, car je n'eus jamais plus besoin d'activité et de courage!

Clarence obéit sans répliquer. La toilette du lord était presque terminée, quand Tyler, passant sa tête par la porte entre-bâillée, annonça que le bailli et le ministre Bruce attendaient, dans la salle d'audience, le bon plaisir de lord Avondale.

— Je descends, monsieur Tyler, je descends, répliqua le vieillard avec une joie farouche. Oh! nous aurons de la besogne aujourd'hui! nous ne sommes pas encore au bout de nos mandats d'arrestation!... Et les constables sont-ils arrivés?

Tyler, surpris du ton singulier de son

maître, répondit qu'en effet un détachement de constables était déjà dans la cour et que d'autres ne pouvaient tarder d'arriver.

— Qu'on leur donne à boire et à manger, reprit le lord; oui, qu'on ne leur épargne pas le bœuf ni le whisky, à ces braves gens; ils vont sûrement gagner leur déjeuner ce matin!

Le clerc s'éloigna, convaincu que Sa Seigneurie méditait quelque chose d'inouï ou qu'elle était fuy.

Lord Avondale, complètement habillé, se préparait à descendre, appuyé sur le bras de Clarence, quand on entendit une voix joyeuse fredonnant un air d'opéra italien. Au même instant, mis Nelly, en peignoir de dentelle, fraîche et souriante, entra dans la chambre; elle courut embrasser le vieillard en sautillant.

— Bonjour, mon père, dit-elle. Quoi! déjà debout et prêt à sortir? Tant mieux! cela prouve que votre santé est bonne ce matin, et que, comme dit le poète... — cela prouve, mis Avondale, répliqua le comte avec rigidité, que d'impérieuses occupations me font oublier le soin de ma santé; de mon bien-être... et, si vous aviez à cœur les intérêts du nom que vous portez, vous monteriez moins de gaieté dans ce moment de crise que nous traversons. — Et comment ma gaieté peut-elle vous offenser, mon père? Demanda la jeune fille avec étonnement. Quelle crise traversons-nous? En vérité je ne demande pas mieux que de me la-